El Watan
Samedi 20 juin 2015
redefining / standards
by spark news
IMPACT Journalism Day

l'Edito

PRÈS DE 50 TITRES S'ENGAGENT AUTOUR DES SOLUTIONS QUI CHANGENT LE MONDE

Par Christian de Boisredon*

Nous nous sentons régulièrement submergés par l'actualité quotidienne souvent catastrophique. Bien sûr, le rôle des médias est de nous informer et de nous alerter, mais lorsque les journalistes relaient aussi les initiatives positives, ils nous inspirent et nous donnent les moyens d'agir. Nous avons crée Sparknews et l'Impact Journalism Day pour encourager ce journalisme de solutions (ou journalisme d'impact) et ainsi permettre aux médias de relayer plus souvent les histoires positives, porteuses d'espoir et de changement. Aujourd'hui, 50 grands journaux leaders dans leur pays publient un supplément dédié à l'innovation sociale, pour parler des hommes, des femmes, des entreprises ou des organisations qui, avec leurs initiatives, projets ou inventions ont un impact positif sur la société. Cette opération unique a pris de plus en plus d'ampleur puisque le nombre de médias partenaires a doublé en deux ans.

Le journalisme de solutions semble également correspondre aux attentes des lecteurs : la majorité des journaux ont augmenté leurs ventes lors du dernier Impact Journalism Day et certains nous ont confiés avoir rarement reçu autant de retours positifs. Certaines rédactions d'ailleurs ont entamé des sessions de travail pour intégrer cette approche au quotidien. En septembre, nous réunirons les rédacteurs en chefs à Paris pour partager leur expérience de l'Impact Journalism Day et pour co-construire l'avenir du journalisme de solution.

L'Impact Journalism Day a également un impact sur les projets relayés : investissements, mécénat de compétences, dons, et même réplication dans d'autres pays !

Les journalistes s'engagent… et vous ? Aujourd'hui, vous êtes 120 millions de lecteurs à découvrir ces projets inspirants. Et si vous les partagiez autour de vous en offrant par exemple des exemplaires de ce journal ou en relayant les articles sur internet? Vous pouvez également rejoindre la communauté des lecteurs en postant votre selfie avec votre journal sur les réseaux sociaux (#ImpactJournalism, @sparknews, *@ElWatan*. Vous pouvez également assister à des sessions de brainstorming organisées par MakeSense pour aider les projets à résoudre leur défi, une occasion de rencontrer d'autres acteurs du changement. Suivez aussi l'Impact Journalism Day sur la page facebook.com/AXAPeopleProtectors d'AXA, notre partenaire sans qui cette aventure ne pourrait exister.

Aussi, si vous connaissez des projets qui méritent d'être médiatisés, déposez les sur sparknews.com/ijd

Bonne lecture… *C. B.*

** Fondateur de Sparknews et Ashoka Fellow et l'équipe Sparknews*
Écrivez nous : impact@sparknews.com

TROISIÈME ÉDITION DE L'IMPACT JOURNALISM DAY

«Partageons nos idées»

Pour la troisième année de suite, *El Watan* partage avec vous, amis lecteurs, un supplément exceptionnel, réalisé en collaboration avec près de 50 grands quotidiens du monde entier. Chaque année, le nombre de participants augmente, permettant ainsi de toucher le maximum de lecteurs de par le monde, soit près 120 millions de personnes pour cette année.

Le contenu de ce numéro raconte de nombreuses histoires, les unes plus étonnantes que les autres autour d'idées novatrices et de solutions qui ont un impact positif sur les sociétés humaines d'aujourd'hui.

Du Japon au Mexique, du Danemark à l'Afrique du Sud, en passant par le Liban, l'Egypte, l'Algérie, le Honduras ou encore la Belgique, des hommes et des femmes se mobilisent pour le bien des autres, pour nous convaincre que malgré les difficultés, malgré les problèmes, il y a toujours une solution quelque part.

Les idées ne manquent pas, et ce que réalisent les hommes et les femmes dans les histoires qu'*El Watan* vous propose pour cette 3e édition de l'Impact Journalism Day est vraiment extraordinaire. Dans le cadre de cette opération, *El Watan* a proposé trois sujets, qui montrent que les Algériens, eux aussi, savent innover et créer. Comme nous le faisons avec nos confrères du monde entier en partageant ces histoires, faites-en de même avec le contenu proposé cette année. Partagez-le avec vos amis, vos proches, pour que chacun sache que dans ce monde qui nous entoure, il n'y a pas que de mauvaises nouvelles, mais il y a aussi de petites choses positives qui se font ça et là, donnant l'espoir de lendemains meilleurs.

Une «carte du harcèlement» au service des Egyptiennes

Par **Omar Abdelaziz**
El Masry Al Youm (Egypte)

dr

En 2005, alors qu'elles travaillaient pour une organisation de la société civile égyptienne, la ressortissante américaine Rebecca Chao et ses trois collègues égyptiennes ont été victimes d'un harcèlement sexuel incessant au quotidien.

«Ce qui nous a surtout dérangées, c'est que personne n'est venu à notre aide. Ce genre de chose se produit dans tous les pays, partout, tout le temps, mais quand cela vous arrive et que personne ne vous aide, c'est très effrayant», confie-t-elle.

Avec Engy Ghezlan, Amal Fahmy et Sawsan Gad, Rebecca Chao a donc créé une «carte du harcèlement» (harassment map) pour sensibiliser la population et mettre un coup d'arrêt au harcèlement sexuel en Egypte. Rebecca a enquêté sur le sujet avant de se lancer pour comprendre si le harcèlement sexuel était un phénomène généralisé dans la société égyptienne, ou bien s'il ne s'agissait que d'incidents isolés.

Au terme de recherches approfondies, Rebecca est arrivée à la conclusion que le harcèlement était largement répandu et que la plupart des Egyptiennes en étaient victimes. Elle a alors décidé de prendre le taureau par les cornes.

Avec l'aide d'amies et de bénévoles, les quatre femmes ont lancé une campagne autour du slogan «Des rues plus sûres pour toutes les femmes» afin de combattre le harcèlement sexuel dans le pays, avec le soutien du Centre égyptien de défense des droits des femmes.

A mesure que les médias s'emparaient du sujet, de nombreuses organisations de la société civile sensibles à la défense des droits des femmes ont décidé de soutenir le projet, ainsi que l'élaboration de lois visant à mettre un coup d'arrêt au harcèlement sexuel, qui est un crime au regard du droit égyptien.

De nombreux auteurs de harcèlement ont d'ores et déjà été jugés en vertu des articles 306 (a) et 306 (b) du Code pénal. Les porteuses du projet soulignent la nécessité de continuer à faire appliquer la loi.

Qu'il se manifeste par la parole ou par les gestes, qu'il ait lieu dans la rue, au téléphone ou sur Internet, le harcèlement sexuel est passible de peines allant de 6 mois à 5 ans d'emprisonnement pour leurs auteurs et d'amendes pouvant aller jusqu'à 50 000 livres égyptiennes (5700 euros).

Au lieu d'attendre que le gouvernement agisse, Rebecca et les autres chevilles ouvrières du projet ont imaginé une mesure d'urgence pour lutter concrètement contre ces pratiques : la «Carte du harcèlement».

«On faisait campagne seules au début et, à cette époque, on ne pouvait même pas prononcer le mot "harcèlement sexuel"», explique Rebecca.

Toutes les quatre ont passé plusieurs années à étudier la question dans une société qui, quoique composée de musulmans et de chrétiens, affiche une certaine tolérance à l'égard de ces pratiques de plus en plus répandues. Elles ont largement évoqué le problème autour d'elles et échangé des idées sur la meilleure manière d'y remédier.

Enfin, la toute première campagne indépendante de lutte contre le harcèlement sexuel en Egypte fut lancée. Sur le site officiel du projet, on peut lire que ses instigatrices ont choisi les logiciels FrontlineSMS [logiciel libre qui permet d'envoyer et de recevoir des informations par SMS] et Ushahidi [logiciel libre de cartographie] pour accroître le rayonnement de leur campagne.

Dans une étude de juin 2008 du Centre de défense des droits de l'homme du Caire, le harcèlement sexuel est qualifié de «fléau endémique». L'étude révèle que 83% des Egyptiennes et 98% des femmes étrangères ont été victimes de harcèlement en Egypte, tandis que 62% des hommes reconnaissent s'être rendus coupables de harcèlement et que 53% d'entre eux reprochent à ces femmes de porter des tenues «provocantes» – même si l'étude démontre que le fait de porter des vêtements amples ne met pas à l'abri du harcèlement.

UNE LUEUR D'ESPOIR

Sachant que 97% des Egyptiens – dont une moitié de femmes – possèdent des téléphones portables, les victimes peuvent aisément accéder aux recommandations de l'association, notamment les cartes Ushahidi [qui signalent les quartiers les plus dangereux]. Cette application permettra aux femmes de signaler un cas de harcèlement par SMS, sur Facebook, sur Twitter ou par courrier électronique, en fournissant des informations sur l'incident, notamment le lieu. Les femmes recevront en retour des conseils sur la meilleure réaction à adopter.

Les bénévoles de l'association sillonnent les rues en allant à la rencontre des citoyens dans les lieux où des incidents ont été signalés afin de mobiliser les habitants contre ces pratiques, d'empêcher les coupables de trouver des excuses à leur comportement, et de convaincre les gens d'oser évoquer le sujet et d'agir contre le harcèlement.

«Nous sommes très contentes que le harcèlement sexuel ne soit plus tabou et que ce soit aujourd'hui un sujet largement débattu, qui a donné lieu à la création d'une multitude de nouvelles initiatives indépendantes», se félicitent les responsables de l'association sur leur site Web.

Harassmap.org indique également que les premiers signes du changement sont d'ores et déjà visibles dans les rues égyptiennes. Les bénévoles qui mènent des campagnes de sensibilisation sur le terrain, dans les quartiers résidentiels, révèlent que 8 personnes sur 10 environ ont accepté de leur répondre et ont convenu à la fin de la conversation qu'il était nécessaire de mettre un terme à ces pratiques.

O.A.

IMPACT Journalism Day by spark news

Sparknews est une entreprise sociale dont la mission est de sourcer, partager les initiatives positives via les grands médias et d'inspirer les entreprises pour innover et contribuer à un monde meilleur. Nous remercions nos journaux partenaires, AXA, Total, ADP et Ashoka. Nous contacter : **impact@sparknews.com**

À l'initiative de Sparknews, les plus grands médias internationaux se mobilisent pour le journalisme de solution. **Et si vous preniez le relais ?**

Partagez
une photo de vous avec votre journal sur les réseaux sociaux, avec les @ et les hashtags :

#ImpactJournalism
@sparknews
@elwatancom

Les meilleures photos seront récompensées par une rencontre avec les rédacteurs en chef.

Participez
à des **ateliers brainstormings** pour résoudre les défis des projets avec Make Sense.

Plus d'infos sur
sparknews.com/ijd/makesense

Proposez
votre projet ou un projet que vous connaissez qui mériterait d'être médiatisés dans 45 journaux. Rendez-vous sur
sparknews.com/ijd

AXA redefining / standards

AXA, partenaire fondateur de l'IJD
En cohérence avec les initiatives de protection menées par le Groupe, Axa a choisi de s'associer à l'Impact Journalism Day 2015 qui valorise les solutions positives à travers le monde. Améliorer la protection, c'est d'abord mieux comprendre et prévenir les risques auxquels on est exposé. C'est pourquoi AXA soutient la recherche universitaire dans le monde, via le Fonds AXA pour la recherche, une initiative originale de mécénat scientifique. C'est aussi mieux connaître les solutions existantes pour se protéger. La page AXA People Protectors rassemble 1,5 millions de fans dans 49 pays qui partagent des projets et des idées pour mieux protéger nos proches et notre environnement. Les articles de l'Impact Journalism Day seront mis en avant sur facebook.com/axapeople-protectors — *@axa*

TOTAL COMMITTED TO BETTER ENERGY

Total, partenaire Accès à l'énergie de l'Impact Journalism Day. Deuxième acteur mondial de l'énergie solaire, Total investit également dans les nouveaux modèles durables pour l'accès à l'énergie — *@total*

AÉROPORTS DE PARIS

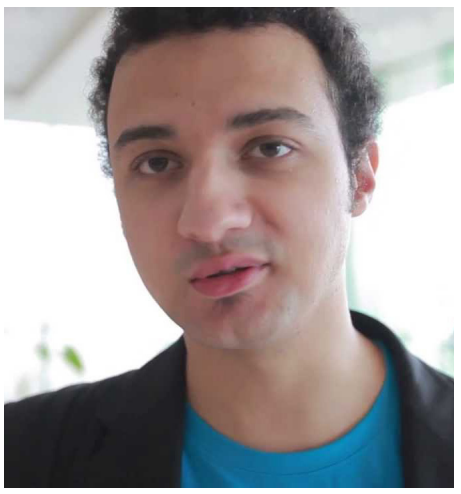
Aéroports de Paris est partenaire de l'Impact Journalism Day et lui offre ainsi une visibilité exceptionnelle dans ses terminaux, notamment dans le terminal 2E, classé par la dernière étude SKYTRAX, 6e meilleur terminal au monde — *@aeroportsParis*

Jib.li une plateforme pour le covalisage

Par **Par Samir Ghezlaoui**
El Watan (Algérie)

Ryadh Dahimene est docteur en informatique, spécialiste de la gestion des données issues des réseaux sociaux. A 27 ans, il est le gérant et cofondateur du site Jib.li, «Ramène (le) moi» en arabe algérien. Basée en France, cette plateforme en ligne est unique en son genre. Jib.li propose à ses utilisateurs une solution innovante, rapide et pas chère pour transporter leurs colis à travers le monde entier. «*Les voyageurs algériens transportent souvent des colis au profit d'autres personnes. Il y a toujours quelqu'un dans notre entourage qui a besoin d'envoyer un médicament d'ici* (France) *ou ramener un document de là-bas* (Algérie)», rappelle Ryadh, avant de poursuivre : «*A partir de ce simple constat, nous avons eu, mon ami Chakib Benziane et moi, l'idée de créer Jib.li en 2011.*» S'inspirant du covoiturage, ce concept de «covalisage» avait déjà fait son chemin sur Facebook. «*Je suis admiratif du business-model des entreprises numérique. Il encourage les valeurs de partage et de solidarité entre les gens, tout en engendrant des start-up rentables, à forte valeur ajoutée*», explique le Dr Dahimene, agréablement marqué par la success story du site américain Airbnb, fondé en 2008. Cette plateforme propose aux voyageurs des annonces de réservation de chambres chez les particuliers.

Suivant ce modèle original, Ryadh Dahimene voit les choses en grand. Toutefois, il conduit son projet sans précipitation. Fin 2011, il participe avec son ami Chakib à la conférence internationale LeWeb à Paris. L'idée de Jib.li a été «*bien reçue par les professionnels du web 2.0 qui nous ont demandé de mettre en ligne une première version*». Lors de la conférence LeWeb 2012, une version bêta a été dévoilée. «*Nous avons eu de très bons retours des professionnels surtout ceux venus de la Silicon-Valley*», raconte notre interlocuteur, non sans fierté, en évoquant cette fameuse ville californienne, paradis des start-up du Web. La réaction des blogs et des médias internationaux était unanime pour saluer cette innovation.



Jib.li propose à ses utilisateurs une solution innovante, rapide et pas chère pour transporter leurs colis à travers le monde entier.

Ce petit buzz positif a boosté sa popularité, mais «*Jib.li n'a pas encore atteint son objectif*». Pour Ryadh, habitué du code binaire, les chiffres sont d'une importance vitale. «*On a atteint près de 4000 utilisateurs, répartis sur plusieurs pays. Le ratio des utilisateurs qui font des transactions régulièrement est de 1 sur 5. Bien que ces statistiques soient encourageantes, on est encore loin de pouvoir rentabiliser le site*», regrette-t-il. Jib.li se fixe «*un objectif de 50 000 utilisateurs avec le même ratio de 1 sur 5 d'utilisateurs actifs. Ce qui nous permettra de négocier avec nos potentiels partenaires dans les secteurs des assurances et de la communication*». Les gains de Jib.li sont liés directement au nombre de ses utilisateurs. D'abord, le site touche 4,99% sur chaque transaction dont la valeur est fixée par le voyageur et le propriétaire du colis. Concrètement, quand un utilisateur veut faire transporter quelque chose (documents, médicaments, produits marchands, etc.) ou d'en recommander à une personne qui vient de l'étranger, il se connecte sur Jib.li via son compte Facebook. Ainsi, il aura accès aux données de voyage des autres utilisateurs qui s'afficheront sur l'interface. Il peut ensuite faire une proposition directe au profil qui l'intéresse, selon le trajet et l'heure du vol, mais aussi la nature et le poids de l'objet à transporter. Quand ils se mettent d'accord sur le prix et les détails de la livraison, le commanditaire de la transaction peut payer par carte bancaire. Le montant n'est prélevé de son compte qu'après la validation par Jib.li de la bonne réception du colis. Jib.li accepte aussi les transactions gratuites sur lesquelles elle ne prend pas de commissions. Ensuite, il y a le volet publicitaire. Jib.li est en train de construire une base de données des voyageurs très qualitative, qui intéresserait les compagnies aériennes et les annonceurs du secteur hôtelier. Concernant la responsabilité juridique de Jib.li, son cofondateur assure «*que même l'administration aéroportuaire américaine, la plus stricte au monde, a affirmé au blog Smart Planet que notre plateforme ne pose aucun problème, ni juridique, ni sécuritaire*». Les colis de Jib.li sont traités comme un bagage ordinaire des voyageurs qui les transportent. De plus, l'utilisateur doit signer une charte d'utilisation. De même, le site est intégré à Facebook qui joue le rôle d'identificateur des usagers. Cependant, Jib.li devrait rassurer davantage ses clients au sujet de la protection des données personnelles et garantir la bonne livraison des colis. L'été prochain, Jib.li lancera une application mobile sur Android et iPhone. Le site compte également commercialiser son colis intelligent Jbox. «*Nous avons participé à une compétition organisée par Orange France, axée sur l'utilisation de la technologie NFC (Near field communication)*, (la communication en champ proche, ndlr). *Nous avons mis en place un prototype de Jbox*», a expliqué le concepteur, qui veut mettre cette application «*au service des professionnels des colis : la Poste, DHL, etc., afin d'améliorer leurs services de suivi*».

Pour accélérer son expansion et renforcer son existence à travers le monde entier, les propriétaires de Jib.li sont «*prêts à accepter des investissements à condition que l'identité et l'esprit de leur entreprise soient respectés*».

S. G.

L'entrepreneuriat social : un incubateur de solutions

Par **Mina Adel**
El Watan (Algérie)

Quelque 500 personnes, majoritairement des jeunes, ont bénéficié d'un stage d'initiation aux techniques de création d'entreprise sociale grâce au Centre algérien pour l'entrepreneuriat social.

Créé en octobre 2013 à l'initiative d'un groupe de jeunes étudiants, Algerian Center for Social Entrepreneurship fait actuellement dans la vulgarisation de ce concept nouveau en Algérie, mais qui a fait ses preuves dans d'autres pays. L'entrepreneuriat social recouvre les activités économiques, dont la finalité capitale est d'apporter une solution aux défis et problèmes sociaux. Ainsi, l'entrepreneur social n'a pas pour priorité de s'enrichir, mais plutôt d'apporter une solution innovante qui réponde aux défis sociaux, et ce, via une activité économique viable. Le centre a pour mission de sensibiliser les jeunes et leur démontrer que l'entrepreneuriat social est possible en Algérie, mais aussi de plaider pour la création d'un statut d'entreprise sociale. Ladite mission est réalisable, estime Yanis Bouda, co-fondateur du centre grâce à la formation et à l'expérience que lui et ses compagnons ont acquise aux États-Unis. Etudiant en dernière année à l'Ecole nationale supérieure d'informatique (ESI ex-INI), ce jeune se dit décidé à agrandir le cercle des personnes passionnées par ce domaine de façon à aboutir au lancement effectif de projets capables d'apporter des solutions aux différents problèmes sociaux et environnementaux que connaît l'Algérie. «*Quand on décide d'être entrepreneur social, l'objectif n'est pas de s'enrichir. Le principe est d'investir son énergie et ses efforts pour résoudre un problème social ; l'argent, dès lors, devient un moyen ou un outil et non une fin en soi. Il s'agit de mettre notre créativité et toutes nos ressources au service de la société. Mais, bien sûr, on peut vivre aisément de cette activité si l'on si attelle bien, car ce n'est pas comme si on devait trouver un autre job en parallèle comme le veulent les idées reçues*», avoue Yanis Bouda. Très développé au Maroc et en Tunisie, le concept d'entrepreneuriat social tâtonne encore en Algérie. Selon notre interlocuteur, une fois l'étape de vulgarisation dépassée il est important que les pouvoirs publics s'investissent davantage dans ce domaine pour permettre son évolution. «*Du point de vue juridique, l'entreprise sociale ne dispose, pour l'instant, d'aucun statut particulier pouvant encourager les gens à s'y investir*», précise-t-il. Conscients de l'énorme challenge dans lequel ils se sont lancés, Yanis et ses compagnons ont décidé d'entreprendre des objectifs graduels, relativement à l'avancée générale du projet. «*Pour l'instant, notre objectif est d'informer, sensibiliser et former les gens à l'entrepreneuriat social afin de les encourager à s'y mettre et dépasser le statu quo via une activité économique viable et à fort impact social*», dit-il. L'entrepreneuriat social semble drainer du monde. «*Nous avons constaté beaucoup d'enthousiasme de la part des participants*», s'exclame notre interlocuteur. Et d'ajouter : «*Suite à la dernière formation prodiguée à Tlemcen, un groupe de jeunes a contacté le centre afin de les accompagner à réaliser le projet qu'ils ont développé lors de la formation, et cela est pour nous un véritable succès et c'est la raison d'être même de notre organisme. Nous rêvons qu'un jour des centaines de jeunes que nous aurons formés puissent avoir le courage de se lancer et créer leur entreprise sociale.*»

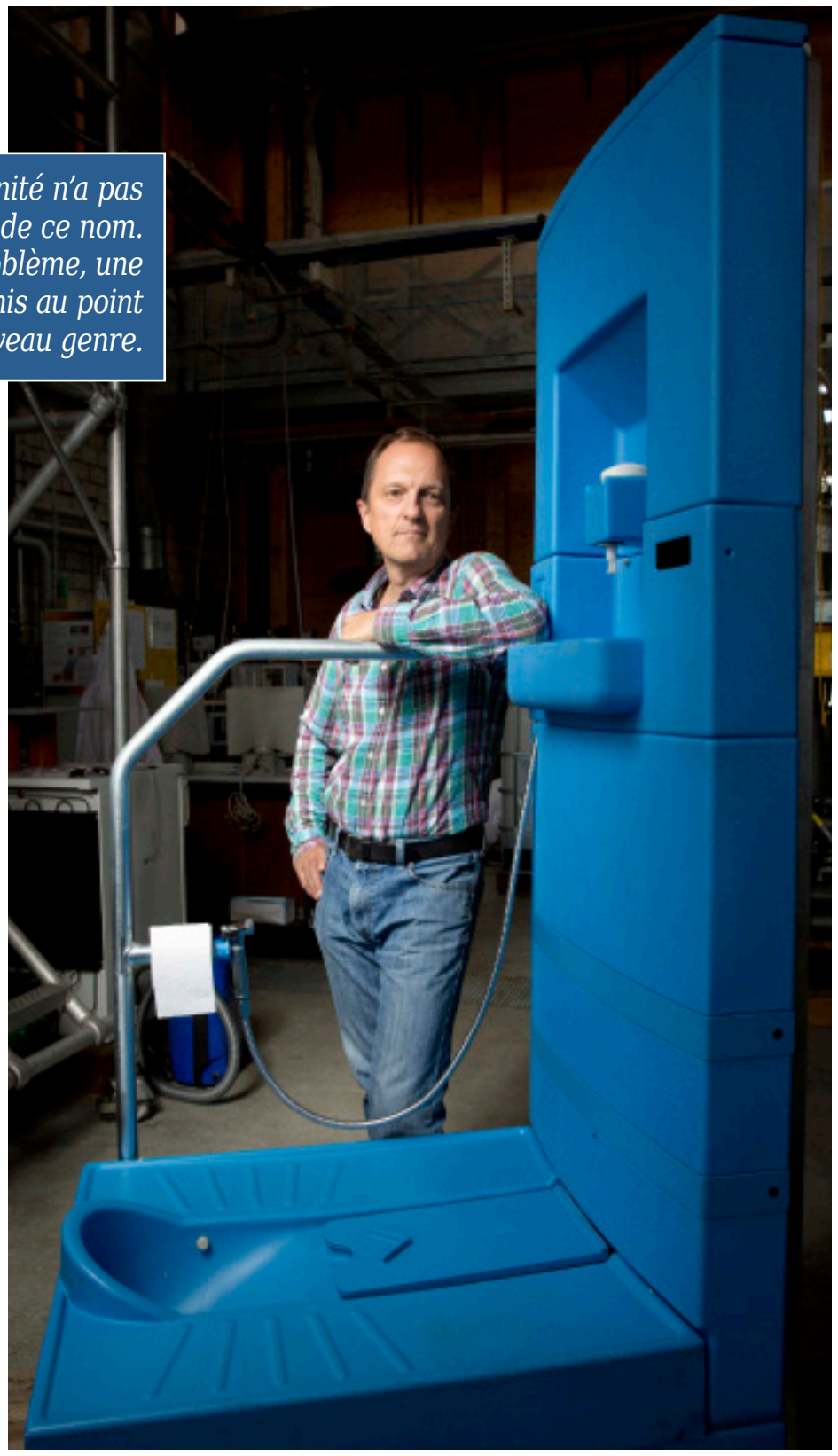
L'Algérie est un pays encore vierge en la matière, d'où la nécessité de créer ce centre. «*Nous avons créé le centre car suite à notre formation aux Etats-Unis, nous n'avons pas trouvé de cadre associatif capable de recevoir nos intérêts. Nous voulons que le centre soit un espace dédié qui permettra à ce concept de se développer dans notre pays et qui puisse accueillir tous les intéressés, passionnés et enthousiastes du domaine*», précise la même source. Deux formations sont inscrites dans le programme du centre à Béjaïa, Alger et Ghardaïa dans les prochains mois. Aussi, en vue d'encourager et gratifier les jeunes intéressés par ce domaine, Algerian Center for Social Entrepreneurship prévoit le lancement d'une compétition et d'une formation à large portée très prochainement. L'actualité du centre peut être consultée sur sa page facebook.

M. A.

https://www.facebook.com/AlgerianCenterForSocialEntrepreneurship?fref=ts&__mref=message

Des toilettes vraiment propres

Un tiers de l'humanité n'a pas accès à des WC dignes de ce nom. Pour résoudre ce problème, une équipe de l'Eawag a mis au point des latrines d'un nouveau genre.



dr

Par **Bertrand Beauté**
24 Heures, Lausanne, Suisse,

Aujourd'hui dans le monde, 6 milliards de personnes possèdent un téléphone portable, mais seulement 4,5 milliards ont des toilettes décentes». En une phrase, Kristèle Malègue, coordinatrice de la Coalition Eau - une ONG qui milite pour l'assainissement de l'eau -, résume la situation : un tiers de l'humanité n'a pas accès à des installations sanitaires adéquates et un milliard de personnes défèquent en plein air. «*Ce manque, qui reste tabou dans la société, est un véritable scandale. Il induit de graves conséquences sur la santé des populations, la nutrition, l'éducation, l'économie et l'environnement*, poursuit Kristèle Malègue. *Chaque année, 1,5 million d'enfants décèdent des suites d'une maladie diarrhéique provoquée par la consommation d'eau contaminée par des matières fécales.*»

Afin de résoudre ce problème, des chercheurs suisses de l'Eawag et le bureau de design viennois EOOS ont créé des latrines d'un nouveau genre, baptisées «Blue Diversion», dans le cadre du concours «Reinvent The Toilet Challenge (RTTC)», organisé par la Fondation Bill & Melinda Gates. «*Les toilettes à chasse d'eau, communément utilisées dans les pays industrialisés, semblent une solution idéale. Mais leur installation dans les pays en développement s'avère difficile. Dans beaucoup de lieux, les infrastructures - égouts et stations d'épuration - sont inexistantes. Et la quantité d'eau nécessaire pour tirer la chasse fait souvent défaut. Quant aux modèles à fosse, ils ont très peu évolué au cours de l'histoire et ne satisfont pas aux exigences hygiéniques*, souligne Christoph Lüthi, responsable du projet à l'Eawag. *Nous avons voulu créer* un type de WC complètement *nouveau, qui ne nécessite pas d'infrastructures lourdes, tout en offrant une propreté irréprochable.*»

Concrètement, Blue Diversion se présente comme des toilettes dites «à la turque» en plastique bleu, présentant deux trous : l'un pour l'urine et l'autre pour les fèces. «*Cette séparation vise à faciliter l'élimination des pathogènes et à économiser l'eau*», explique Christoph Lüthi. Grâce à un procédé de nitrification, les urines sont transformées sur place en engrais. Mais la grande nouveauté réside dans le circuit d'eau autonome intégré. «*Nous avons doté nos toilettes d'une douchette permettant d'assurer le nettoyage du WC, mais aussi l'hygiène anale telle qu'elle est pratiquée dans grand nombre de pays, ainsi qu'un lavabo pour le lavage des mains*, détaille Christoph Lüthi. *A chaque fois que l'eau coule, une valve ferme automatiquement les réservoirs à urine et à fèces. Cela permet une récupération quasi-totale du liquide.*» Soumise à un traitement biologique interne, cette eau souillée est désinfectée par un filtre à membrane fonctionnant par gravité. Puis, un système d'électrolyse, alimenté par l'énergie solaire, produit du chlore et empêche ainsi la formation de bactéries indésirables. «*Ce système breveté permet de traiter 1,5 litre par heure, ce qui est suffisant puisqu'au total l'appareil contient 60 litres. L'eau produite est consommable, même si nous ne le conseillons pas, puisque cela oblige ensuite à remplir le réservoir*, poursuit Christoph Lüthi. *En utilisation normale, un à deux litres sont perdus chaque semaine.*»

En 2013, un premier prototype du Blue diversion a été testé avec succès en Ouganda, en collaboration avec l'Université Makerere. «*Lors des essais à Kampala, les populations ont très bien accueilli l'appareil*, raconte Christoph Lüthi. *Cette première expérience nous a également permis d'identifier certains défauts. Depuis, nous avons réduit la hauteur de la toilette et amélioré l'hydraulique du système.*» Un nouveau prototype est désormais en test à Nairobi, au Kenya, et Blue Diversion a remporté, en 2014, le prix d'innovation décerné par l'International Water Association (IWA).

«*Nous recherchons maintenant des partenaires industriels et des investisseurs afin de pouvoir produire une quantité plus importante d'unités*, poursuit Christoph Lüthi. *L'industrialisation permettra de diminuer le coût. L'objectif est d'atteindre un prix de vente de 500 dollars par appareil, pour une utilisation prévue de dix ans.*»

Trop cher pour les pays concernés ? «*Le manque de toilettes concerne particulièrement l'Afrique subsaharienne, où seulement 30% de la population ont accès à des sanitaires décents. Mais pas seulement. En Inde, près de la moitié de la population est obligée de faire ses besoins en plein air et même en Europe encore 20 millions de personnes sont privés d'installation de qualité*, rappelle Kristèle Malègue. *Un seul appareil ne réglera pas les problèmes de tous. En fonction des situations, il faut imaginer différentes approches.*»

Blue Diversion pourrait ainsi se faire une place dans les régions reculées. «*Les besoins se trouvent surtout en Afrique et en Inde*, confirme Christoph Lüthi. *Mais nous imaginons aussi que nos toilettes pourraient être utiles ailleurs, notamment dans les refuges de montagne ou les villages éloignés, qui n'auront jamais accès au réseau d'assainissement des eaux usées. Par ailleurs, le système de purification de l'eau que nous avons développé intéresse aussi certains pays, indépendamment des toilettes, parce qu'il produit de l'eau potable.*»

En attendant, les chercheurs se penchent désormais sur la question des fèces. «*Pour le moment, notre système ne permet que la transformation des urines en engrais. Les selles, elles, doivent être évacuées, ce qui pose problème en raison des pathogènes qu'elles contiennent*, explique Christoph Lüthi. *Nous travaillons sur un système permettant de brûler ces résidus solides qui, je l'espère, sera opérationnel d'ici à la fin 2015.*»

B. B.

Doodle Den : un programme d'enseignement pour enfants défavorisés

Par **Carl O'Brien**
Chief reporter (The Irish Times, Irlande)

Le retard accumulé par les enfants des familles les plus pauvres sur ceux de la classe moyenne a poussé la classe politique irlandaise à tirer la sonnette d'alarme.

Lorsqu'ils sont en âge de rentrer à l'école, ces enfants défavorisés peuvent accuser jusqu'à un an et demi de retard sur les autres élèves en termes de développement du langage, de vocabulaire et de capacités de communication. Doodle Den, un programme d'alphabétisation destiné aux enfants de cinq à six ans, s'inscrit dans le cadre d'un mouvement visant à réduire ces inégalités en intervenant dès le plus jeune âge.

Chaque soir, après la fin des cours, un groupe de 15 élèves se retrouve pour 90 minutes d'activités ludiques, sous la houlette d'un instituteur et d'un animateur.

Les éclats de rire cachent un enseignement très structuré, centré sur la lecture et l'écriture. Les résultats de chaque enfant y sont suivis de près.

Après une période d'essai de trois ans, une étude indépendante a mis en évidence les résultats remarquables de Doodle Den. Le programme a permis à des centaines d'enfants d'améliorer leur reconnaissance des mots, la structure de leurs phrases et leur vocabulaire.

Certains résultats étaient moins attendus. Le niveau de concentration des élèves s'est ainsi amélioré, leurs problèmes de comportement ont diminué à l'école et de plus en plus d'entre eux se sont mis à lire, chez eux, sur leur temps libre.

Le projet est désormais mis en place dans les écoles de plusieurs quartiers défavorisés à travers l'Irlande. Il fait l'unanimité auprès de la direction des établissements, les parents et, surtout, les enfants eux-mêmes. ***C. O.***

cobrien@irishtimes.com
www.irishtimes.com
Twitter: @carlobrien

Un ballon cerf-volant pour produire de l'électricité

Le projet Zéphyr, un ballon solaire imaginé par des étudiants, vise à alimenter en énergie des zones sinistrées.

Par **Caroline de Malet**
Le Figaro (France)

Dans l'Illiade, Zéphyr est un vent violent et pluvieux. Dans l'Odyssée et la littérature plus récente, on le considère au contraire comme un vent doux et léger, une brise tiède qui amène la fonte des neiges. Dans le projet porté par deux jeunes diplômés parisiens ambitieux, Zéphyr prend la forme d'un engin volant venant au secours des populations sinistrées privées d'électricité.

Or, dans les situations d'urgence la question de l'alimentation en énergie est souvent cruciale. Actuellement, les camps de réfugiés sont généralement alimentés par des groupes électrogènes lourds, très polluants et nécessitant un acheminement en fuel cher et aléatoire, les chaînes de ravitaillement pouvant être coupées.

D'où l'idée des étudiants de s'inspirer des ballons gonflables pour imaginer un ballon solaire qui produit de l'énergie n'importe où, même dans les zones sinistrées où l'installation d'infrastructures au sol est impossible, par exemple du fait d'une catastrophe naturelle. Issus de Télécom Paris-Tech et des Arts Décoratifs de Paris (ENSAD), ils se sont rencontrés en travaillant ensemble de novembre 2013 à mars 2014 sur le thème des «énergies du futur» au Laboratoire, un fédérateur parisien visant à faire se rencontrer ingénieurs et designers.

dr

Ce ballon solaire produit de l'énergie même dans les zones sinistrées où l'installation d'infrastructures au sol est impossible

ALIMENTER UNE CINQUANTAINE DE PERSONNES

Le principe repose sur un kit composé d'un caisson technique et d'une voile légère, le tout très mobile et de faible coût. Le boîtier au sol doté d'un transformateur électrique fait moins d'un m^3 et le ballon de 3,80 mètres de diamètre est recouvert de 15 mètres carrés de couches minces de panneaux photovoltaïques. «*Il suffit de déployer la voile pour qu'elle se gonfle et que l'énergie solaire soit récupérée via un câble, tandis que les batteries, qui stockent l'excédent de production, prennent le relais la nuit*», explique Cédric Tomissi, l'un deux jeunes designers à l'origine du projet. Neuf litres d'eau plus l'énergie solaire récupérée, couplée aux batteries du caisson, permettent de lancer l'électrolyseur, qui produit le gaz nécessaire au gonflage de Zéphyr en une demi-journée. A mi-chemin entre le ballon et le cerf-volant, cet engin hybride a un rendement énergétique de 3 kilowatt-heure (kWh), comparable à celui d'un groupe électrogène classique. De quoi permettre d'approvisionner en lumière et en chauffage une cinquantaine de personnes, soit un campement de réfugiés ou un hôpital de fortune par exemple.

Cette idée n'est pas passée inaperçue, valant aux jeunes entrepreneurs plusieurs distinctions : prix ArtScience 2014, James Dyson Award 2014, premier Prix Entrepreneuriat Etudiant Paris-Saclay 2014, Challenge Humanitech 2014 organisé par les Casques Rouges et Orange et Challenge Sharing Energy in the city 2030 organisé par EDF. L'électricien leur a d'ailleurs offert la possibilité de présenter leur projet sur son stand à la Biennale du design de Saint-Etienne en mars dernier.

«*C'est un outil simple et écologique*, juge Jonathan Bouzy, chef de projet à Softiq et membre du jury du Challenge Humanitech. *Ils utilisent une technologie existante, mais avec une application inédite. C'est ça la haute technologie*».

Une étude de faisabilité technique du ballon a été réalisée en novembre dernier avec EDF, Dassault Systèmes, les Casques Rouges et l'IRDEP (Institut de recherche et Développement sur l'Energie Photovoltaïque). C'est avec ce dernier qu'a été établi le partenariat le plus étroit pour améliorer la technologie photovoltaïque. L'un des ingénieurs à l'origine du projet ayant quitté l'équipe pour s'orienter vers d'autres horizons professionnels, Zéphyr a par ailleurs instauré une collaboration avec une école d'ingénieurs (EI-CESI), dont les étudiants en fin de master planchent sur la partie technique.

DU PROJET ÉTUDIANT À LA START-UP

La prochaine étape est de construire un premier prototype, qui devrait voir le jour en janvier 2017. Il servira de «preuve de concept». «*Nous pensons avoir besoin de 25 000 euros pour le réaliser*», estime Julie Dautel, designer qui poursuit actuellement ses études à Sciences-Po Paris (IEP). Or, entre ses différents prix, Zéphyr a récolté une bonne dizaine de milliers d'euros. D'où la levée de fonds prévue de septembre prochain à janvier 2016. Grâce à l'apport d'investisseurs, l'équipe devrait pouvoir s'étoffer, notamment avec des ingénieurs. L'idée étant pour le duo de jeunes entrepreneurs de transformer ce projet d'école en start-up. Zéphyr est d'ailleurs actuellement candidat pour intégrer l'incubateur de Sciences-Po Paris (IEP).

Car le tandem vise une phase industrielle et une première commercialisation en 2018. Cette fois, les besoins en financement seront plus importants (un million d'euros).

A terme, l'objectif est de commercialiser toute une gamme de ballons avec des productions énergétiques adaptées à différentes situations. Car sa vocation n'est pas exclusivement humanitaire. «*Ce ballon peut servir à des maisons isolées dont le toit ne peut être alourdi par des panneaux photovoltaïques classiques, à des campings, des campements itinérants, comme en Afrique ou en Asie, voire être utilisé comme support de communication*», explique Julie Dautel. En attendant, encore faut-il que Zéphyr prenne son envol.

C. D.-M.

Leçon de vie : des prothèses qui redonnent l'espoir

Par **Julissa Mercado**
EL HERALDO (Honduras)

Walter a perdu une jambe à 17 ans, ce qui l'a encouragé à devenir orthoprothésiste. Avec ses prothèses, il redonne de l'espoir à une douzaine de personnes handicapées au sud du Honduras.

dr

Tegucigalpa, Honduras. Il se rappelle de cette journée de 2011 comme si c'était hier. Quand il se souvient de cet après-midi tragique, il est pris d'une grande émotion : un peu de tristesse, mais aussi de la joie et de l'espoir.

Cette année-là, Walter Aguilar Turcios était un jeune homme de 17 ans qui aimait son métier de chasseur et sa liberté.

Cependant, un jour alors qu'il revenait du Nicaragua au Honduras après une longue journée, un accident de la route changea sa vie pour toujours. «*Le chauffeur s'est endormi, il a fermé les yeux. Quand il s'est réveillé, il a freiné très fort. J'étais dans la benne du pick-up, je suis tombé sur une petite remorque que nous rapportions, puis je suis tombé par terre*», raconte-t-il. L'impact a causé une blessure ouverte, de multiples fractures à la jambe droite et une sévère infection qui a dû aboutir à une amputation de sa jambe. A ce moment-là, tout semblait perdu. Walter pensait que sa vie était finie, qu'aucune femme ne ferait jamais attention à lui et qu'il ne pourrait pas réaliser son rêve de devenir père. Mais sa vie a basculé : il a désormais une épouse et est le père d'une belle petite fille.

Surtout il est devenu l'ambassadeur de ceux qui, comme lui, ont perdu une jambe. «*Quand j'ai été victime de mon accident, j'ai dû être amputé, mais quand j'ai eu ma première prothèse, j'ai eu l'opportunité d'acquérir de nouvelles compétences et de pouvoir aller à l'université*», dit-il. Aujourd'hui, à 31 ans, après avoir obtenu son diplôme à l'Université de Don Bosco au Salvador, Walter travaille comme orthoprothésiste au Centro Protésico Vida Nueva (Centre Prothétique Nouvelle Vie), situé à Choluteca, au sud du Honduras. Cette organisation a été fondée en 2003 avec un soutien économique externe pour aider les victimes des mines antipersonnel qui avaient perdu leurs bras ou jambes.

Peu à peu, le centre s'est agrandi pour ouvrir un service destiné aux migrants qui ont perdu leurs bras ou leurs jambes pendant leur départ clandestin vers les Etats-Unis et un service destiné aux diabétiques.

Dès la création du centre dans lequel travaillent cinq personnes, Walter a été désigné comme responsable pour la fabrication des prothèses de polypropylène et orthèses. L'agent de sécurité du centre, Trinidad Rodas, utilise lui aussi une prothèse.

Selon Walter, le centre a fabriqué plus de mille prothèses avec dévouement, amour et passion.

«*A chaque fois que je fabrique une prothèse, je me dis que cette jambe ou ce bras changeront la vie d'une personne de la même façon que ma vie a changé alors que je pensais que tout était perdu.*»

Son travail a un double impact, car en plus de la fabrication, il s'assure que la prothèse a un aspect physique correct pour qu'elle ressemble à une jambre ou un bras humain. «*Le but est de fabriquer une prothèse qui soit adaptable et confortable pour le patient, comme celle que j'utilise*», dit-il.

«*J'ai reçu de très gentils commentaires ! Quand ils constatent que moi aussi j'utilise une prothèse, ils reprennent espoir, car ils savent qu'un jour ils pourront marcher comme moi*», ajoute-t-il.

Chaque prothèse coûte pour les clients entre 10 000 à 14 000 lempiras, soit 500 à 700 dollars, car le centre est une institution privée. Cependant, pour les personnes à faibles revenus qui vivent avec moins d'un dollar par jour, le centre fournit gratuitement les prothèses avec le parrainage de la Croix-Rouge du Honduras qui couvre les frais.

LE COÛT DES PROTHÈSES

Reina Estrada, la directrice du Centro Protésico Vida Nueva, explique que chaque prothèse coûte pour les clients entre 10 000 à 14 000 lempiras, soit 500 à 700 dollars, car le centre est une institution privée.

Cependant, pour les personnes à faibles revenus qui vivent avec moins d'un dollar par jour, le centre fournit gratuitement les prothèses avec le parrainage de la Croix-Rouge du Honduras qui couvre les frais.

Le travail du centre va plus loin que la fabrication des prothèses. Après avoir reçu la prothèse, la personne suit un atelier de formation durant lequel on lui explique comment utiliser son nouveau membre et quels soins la prothèse doit recevoir pendant et après utilisation.

«*Le patient part d'ici totalement transformé. Quand ils arrivent au centre, ils sont déprimés, ils n'ont pas le moral et ils sont tristes. Mais quand ils reçoivent leur prothèse, ils partent avec une nouvelle vie, d'où le nom du centre*», dit-il.

AU REVOIR LA DÉPRESSION

Un des patients de ce centre, Godofredo Paz, 75 ans, a perdu sa jambe gauche il y a 30 ans. Une roche de plus de 300 kilos est tombée sur sa jambe alors qu'il travaillait. Il y a neuf ans, il a appris l'existence du centre, et depuis ce jour sa vie a changé.

«*Quand on m'a parlé du centre, j'y suis allé immédiatement. J'ai demandé quel était le prix des prothèses. En ce temps-là, les prothèses coûtaient 7000 lempiras (environ 350 dollars), je leur ai dit que j'avais seulement 3000 lempiras (150 dollars) et ils m'ont dit : "Venez, nous allons vous en fabriquer une." A partir de ce moment-là, je n'ai pas arrêté de sourire*», se souvient-il. Il y a plus de 850 000 personnes handicapées au Honduras et environ 35% d'entre eux ont perdu un bras ou une jambe. *J. M.*

QUAND LES RATS SAUVENT DES VIES

Par Tess Abbott, avec la contribution de Songa wa Songa

Une ONG belge apprend à des rats à détecter des dangers mortels pour l'homme : les mines et la tuberculose. En Afrique, les rats sont considérés comme un fléau, comme des animaux nuisibles qui ravagent récoltes et réserves de nourriture. Mais l'ONG belge Apopo, qui travaille en Tanzanie, est en train de redorer leur image en apprenant au cricétome des savanes à détecter les mines terrestres et la tuberculose. Au cours de neuf mois de dressage rigoureux, les rats anti-mines apprennent à marquer un arrêt et à gratter le sol lorsqu'ils repèrent l'odeur du TNT. En échange, ils reçoivent une récompense en nourriture. Ces rongeurs qui possèdent un odorat très développé et ne sont pas suffisamment lourds pour déclencher une mine s'avèrent extrêmement efficaces. Depuis 2006, Apopo déclare avoir déminé près de 18 millions de m² de terres en Afrique et en Asie du Sud-Est. Depuis 2007, les rats d'Apopo dépistent également la tuberculose en Tanzanie et, plus récemment au Mozambique. Dans un laboratoire, ils apprennent à signaler les échantillons de crachats positifs placés sous leur cage en marquant un arrêt et en grattant le sol. Selon l'OMS, 9 millions de personnes sont chaque année infectées par la tuberculose et un cas sur trois n'est pas dépisté par les systèmes de santé. Les malades non diagnostiqués risquent d'en infecter d'autres, la maladie se propageant par l'air et pouvant être mortelle si elle n'est pas traitée. En 2014, Apopo rapporte avoir trouvé 1412 cas de tuberculose parmi des échantillons jugés négatifs par des cliniques médicales. Haruni Ramadhani, le responsable du contrôle qualité du laboratoire Apopo en Tanzanie est formel : *«Le bacille de Koch peut échapper au microscope, mais son odeur ne trompe pas le nez de nos rats.»*

Plus d'informations (en anglais)
Site internet : https://www.apopo.org/en/
Vidéo : http://www.sparknews.com/en/video/bart-weetjens-how-i-taught-rats-sniff-out-land-mines

Indonésie : permettre aux femmes des zones côtières de se prendre en charge

Par **Reny Sri Ayu**
Kompas (Indonesia)

C'est un lundi du mois d'avril. Yulince Saleo et Apia Mluy habitent le district Volley, dans le sous-district de Misol, au cœur de l'archipel de Raja Ampat, Papouasie occidentale. Elles écoutent attentivement les explications de Herawanti et Fatimah, qui vivent au village de Bantaeng au sein du district et du sous-district du même nom, en Sulawesi du sud. Rachel Salue, Enjela Mjam, et Barbalince Mayor, également du district de Volley et résidentes du village de Limalas, font aussi partie de l'assistance. Agées de 26 à 69 ans, les femmes couvrent tout l'éventail des générations.

Elles apprennent comment traiter certains produits marins pour en faire plats et en-cas. Divers ingrédients sont sagement alignés sur la table – algues, poissons, amidon de maïs, farine et épices. Ce matin, il s'agit de réaliser biscuits, boulettes et bâtonnets, ainsi que sirops et cocktails.

Le procédé n'implique aucun équipement sophistiqué. Tous les outils se trouvent facilement chez soi ou dans le village. «*Quand on n'a pas de mixeur*, explique Herawanti, *on peut presser les aliments dans une passoire en métal. En l'absence de réfrigérateur, on utilise un thermos rempli de glaçons. Il suffit d'utiliser un couteau économe pour obtenir de fines lamelles. Et ici, nous avons du poisson à volonté.*»

Patiemment, Herawanti, Fatimah et leurs amies expliquent et répondent aux questions posées par les femmes de Raja Ampat, tout en effectuant les démonstrations. A la fin de l'atelier ponctué de rires et de plaisanteries, la réunion se poursuit de manière informelle dans une autre pièce, où l'on bavarde autour d'un thé accompagné de bananes frites. Les visiteuses de Raja Ampat s'exclament de concert, alors que Herawanti évoque le cas des maquereaux.

«*Leur chair peut être transformée en effilochée ou en boulettes. La peau et même les arrêtes deviennent des en-cas croustillants. On ramollit le poisson, on le pile et on le mélange avec des épices et de l'amidon de maïs. On peut rajouter des flocons d'algues à la farine, et l'amidon de maïs peut être remplacé par la farine de sagou. Pour la couleur, on s'appuie sur les légumes verts et oranges. Tout est bon dans ces poissons*», conclut-elle.

D'après Yulince, les maquereaux se trouvent en abondance chez elle. Jusqu'à présent, ils étaient mis en saumure et destinés à la vente, et on réservait le même traitement aux algues. «*Je m'aperçois grâce à cet atelier qu'on peut très facilement en faire beaucoup d'autres choses, et que nous avons tous les outils nécessaires sous la main.*»

dr

AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Bantaeng se situe à 120 kilomètres au sud de Makassar, capitale de Sulawesi du sud et c'est la première fois que les cinq femmes de Papouasie occidentale font un tel voyage. D'ordinaire, leurs déplacements se limitent à passer d'une île à l'autre dans l'archipel de Raja Ampat. Si le carburant n'arrive pas de Sorong, elles restent cantonnées dans leur île et ne peuvent plus rien faire de productif – leur pêche demeure alors invendue et doit figurer à leur propre menu.

Le voyage qui leur a permis de s'échapper de leur petit univers pour aller voir et apprendre ce qui se passait au-delà de leur horizon est dû à l'initiative de l'ONG The nature conservancy (TNC), vouée à la préservation de l'environnement. Elle travaille sur Raja Ampat depuis 2003 à des projets tels que la gestion et la protection de la biodiversité marine, le soutien aux agences locales et l'autonomisation des populations.

«*Nous les encourageons à se déplacer et constater par elles-mêmes. Le minimum qui puisse en découler, c'est qu'elles partagent ce qu'elles ont vu et appris avec d'autres femmes de leur village. Nous souhaitons qu'elles sachent utiliser ce qu'elles ont autour d'elles pour en faire une source de revenus supplémentaires ou alternatifs, ou encore une source d'alimentation sous d'autres formes*, explique Nugroho Arif Prabowo de TNC. *Ces femmes, qui représentent la coopérative d'Embun Pagi, sont animées d'une détermination étonnante. En effet, TNC n'a annoncé le projet que par la radio locale, qu'elles ont entendue depuis leur île. Dès le lendemain, elles sont venues à Sorong afin d'assister à toutes les activités et préparer leur départ pour Makassar, puis Bantaeng.*»

A Bantaeng, les cours et les ateliers ont lieu au centre de la formation indépendante de la mer, de la pêche et des algues (P2MKP), dirigé par Herawanti. A l'origine, il s'agissait simplement d'un groupe de femmes de pêcheurs qui avaient décidé de faire de l'algue une ressource phare pour leur communauté.

Par la suite, d'autres groupes se sont constitués puis rassemblés, pour faire naître le centre de formation. Depuis 5 ans, les équipes se déplacent pour dispenser des formations, tout en accueillant des stagiaires des quatre coins de la région et notamment des habitantes des zones côtières. De nombreux déplacements ont été encouragés par des ONG, les gouvernements locaux et les coopératives. Certaines participantes sont venues de leur propre initiative. Herawanti effectue des formations à Bantaeng, Makassar et ailleurs en Sulawesi du sud, mais également au-delà de la province. Cette mère de trois enfants a enseigné sur l'île de Morotai, dans les Moluques du nord, à Sumatra et à Kalimantan. Une fois formées, les femmes se dispersent fréquemment pour aller transmettre leurs nouvelles connaissances ailleurs. Ces enseignements traversent toutes les frontières, qu'elles soient de nature géographique, ethnique ou autre.

NUTRITION

P2MKP encourage les personnes formées à constituer des groupes qui reçoivent ensuite une assistance destinée à les rendre autonomes. A Bantaeng, il existe au moins une centaine de groupes de ce type. Chaque unité se compose de 7 à 10 personnes, principalement des femmes. La plupart des unités se mobilisent désormais activement pour un nouveau modèle d'économie basée sur les produits de la mer. «*Je communique énormément avec elles – en règle générale, nous prenons soin de rester en contact après la formation. Pour l'instant, le système fonctionne et gagne du terrain dans toute la province*», se félicite Herawati.

Elle précise que les stagiaires ne deviennent pas systématiquement militantes et ne s'engagent pas nécessairement dans un projet d'entrepreneuriat domestique. Mais en participant, elles acquièrent les connaissances qui leur permettent de traiter les ressources marines dont elles disposent, qui deviennent ainsi une source d'alimentation majeure.

A Bantaeng, les unités de femmes impliquées dans cette nouvelle industrie domestique forment des réseaux et construisent des liens qui maximisent leurs marchés. Si l'un des groupes est à même de produire, mais manque de compétences en marketing, les autres lui viennent en aide. Généralement, les produits sont confiés à des échoppes, des boutiques ou des restaurants de Bantaeng et de Makassar. D'autres sont vendus en ligne.

Stockage et marketing font également partie des axes de formation de P2MKP, et l'on accorde une attention particulière à l'emballage qui rivalise avec celui des produits industriels. «*Sur mes étalages, j'ai des produits provenant de 80 groupes de Bantaeng,* raconte Rosnawati, propriétaire d'une échoppe installée sur la plage de Seruni. *Je les stocke et j'aide à les écouler. Ça marche plutôt bien. La plupart des acheteurs sont des touristes venus séjourner à Bantaeng. Ils veulent rapporter les produits chez eux comme souvenir. D'autres sont de passage, en route pour Makassar. Ou alors, ils en reviennent. En tout cas, je peux vendre une centaine de paquets par jour.*» Les autorités locales contribuent en validant et soutenant ces produits faits maison, ce qui leur confère toute la crédibilité nécessaire auprès des visiteurs. A Bantaeng, de nombreux organisateurs du secteur événementiel commandent leurs cocktails ou leurs sirops d'algues auprès de ces entreprises domestiques.

Les bénéfices sont partagés équitablement entre tous les membres d'une même unité. Ils s'élèvent fréquemment à 1 000 000 IDR (environ 68 euros) par personne et par mois. «*Ce n'est pas énorme, mais ça nous fait vivre,* nous dit Fatimah. *Et le plus important, c'est que nous sommes actives, nous générons des revenus et nous pouvons satisfaire aux besoins de nos foyers.*»

C'est cela qui encourage les cinq femmes venues de Papouasie occidentale. Après leur courte formation, animées d'un but commun, elles rentrent chez elles et rassemblent les autres femmes du village afin de leur transmettre ce qu'elles ont appris. «*Si Bantaeng l'a fait, pourquoi pas nous ?* lance Barbalince, passionnée. *Nous aussi nous avons des ressources marines abondantes. Nous avons appris. Nous devons à notre tour enseigner aux autres et marcher toutes ensemble dans la même direction.*» *R. S. A.*

Des anges gardiens pour les diabétiques

Par Simonetta Caratti
La Regione Ticino
(Bellinzona – Suisse)

Izzy est un berger allemand très spécial : il a été dressé pour prévenir son maître jusqu'à 20 minutes avant la survenue d'une crise d'hypoglycémie. Il lui évite ainsi de perdre connaissance et de sombrer dans le coma. Izzy reconnaît l'odeur spécifique, indétectable par l'humain, qui signale un changement dans le taux de sucre sanguin de son maître. Jour et nuit, Izzy avertit son maître du danger imminent. Sa présence a changé la vie d'Angel Fraguada, un Genevois qui souffre du diabète de type 1 depuis 14 ans. Angel, qui travaillait auparavant comme acrobate professionnel, avait parfois de la difficulté à gérer son diabète.

L'hypoglycémie pouvait le prendre par surprise et une ambulance devait alors venir le chercher. Lors de la survenue de l'une de ces crises, il y a 7 ans, un ambulancier lui a parlé des chiens d'assistance aux diabétiques.

Depuis quatre ans, le berger allemand veille jour et nuit sur son maître pour l'avertir des variations importantes de son taux de sucre sanguin. L'idée est de prévenir les crises d'hypoglycémie, mais aussi l'hyperglycémie, qui est dommageable à long terme. «*J'ai entraîné Izzy pour qu'il m'avertisse lorsque ma glycémie se situe en dehors de la plage des valeurs normales*», dit-il, ajoutant qu'Izzy sent souvent le changement avant même qu'il soit détecté par la machine. «*Il commence parfois à japper 20 minutes avant que le taux de glucose commence à diminuer ou à augmenter de manière alarmante.*» Angel a alors le temps de corriger la situation. Angel entraîne maintenant lui-même des chiens d'assistance aux diabétiques. ***S. C.***

Des déchets à Tchaïkovski

L'Orchestre des instruments recyclés, qui a fleuri sur une immense décharge à ciel ouvert du Paraguay, apporte musique et espoir aux enfants d'un bidonville.

Par **Ines Ramdane**
Sparknews

dr

Bon nombre de gamins du bidonville de Cateura, près d'Asunción, capitale du Paraguay, rêvent de devenir un jour footballeurs ou pop stars, mais Brandon Cobone a réussi à échapper à ce triste environnement grâce à un objet plus insolite qu'un ballon de foot et plus étrange qu'un micro : une double basse à la Frankenstein, assemblée de bric et de broc à partir de détritus récupérés dans la décharge voisine qui donne à Cateura son nom et son odeur.

Le garçon de 18 ans est membre de l'Orchestre des instruments recyclés de Cateura qui, par la musique, aide les enfants des bidonvilles à acquérir les talents qui leur permettront de bâtir un avenir meilleur.

L'orchestre a été créé un peu par hasard par Favio Chávez, ingénieur écologue et mélomane qui travaillait avec les gancheros, les récupérateurs qui écument l'immense décharge pour ramasser des matériaux recyclables. «*Tout a commencé par une simple remarque*», explique-t-il. Ayant appris qu'il était musicien, des gancheros lui ont demandé de donner des leçons à leurs enfants. Chávez s'est rapidement heurté à un obstacle : il n'avait pas suffisamment d'instruments pour satisfaire tout le monde, et pour ne rien arranger, il arrivait que ses élèves, emportés par leur zèle, cassent une guitare ou fêlent un violon. Il a donc décidé de mettre à profit l'unique ressource dont il disposait en abondance : les ordures. Il a tout d'abord fabriqué un violon à partir d'une passoire, d'un plat en métal et de tuyaux métalliques. «*Le son n'était vraiment pas bon*», avoue-t-il, ajoutant que les quelques autres instruments, dont une «guitare» découpée dans un bout de bois et munie de quelques cordes, n'étaient pas meilleurs. «Mais pour apprendre, ça pouvait aller».

Chávez a ensuite fait équipe avec l'un des gancheros, Nicolás Gómez, menuisier de son état, pour créer tout un éventail d'instruments qui ressemblaient plus ou moins à des vrais et en avaient également le son. Aujourd'hui, l'Orchestre des instruments recyclés possède d'improbables variantes de la plupart des instruments d'un orchestre conventionnel, bricolées avec des casseroles, des capsules de bouteilles, des clés fondues et autres déchets.

L'Orchestre des instruments recyclés est devenu un phénomène international après qu'une équipe de cinéastes s'y soit intéressé et mis en ligne la bande-annonce du documentaire qu'elle lui avait consacré en 2012. (Intitulé «Landfill Harmonic» [l'Ensemble harmonique de la décharge], il a été présenté cette année en avant-première au festival de musique, de cinéma et de médias interactifs d'Austin, South by Southwest – SXSW). Depuis, la formation croule sous les invitations à se produire sur scène, de l'Allemagne jusqu'au Japon, et a même fait une tournée en Amérique latine en première partie du groupe Metallica.

Pris en étau entre la décharge à ciel ouvert et le fleuve Paraguay, le bidonville de Cateura est un amas hétéroclite de bicoques basses, certaines en brique crue, d'autres en tôle ondulée et divers matériaux de récupération. Les égouts s'écoulent dans des rues boueuses criblées de nids-de-poule remplis d'eau stagnante et jonchées de détritus lâchés par l'incessante noria des bennes à ordures nauséabondes. L'air empeste l'odeur de la décharge, où les 20 000 et quelques habitants gagnent tant bien que mal leur vie comme recycleurs. Et lorsque le fleuve déborde, comme l'an dernier, Cateura est inondé. Chávez souligne que la vocation de l'orchestre n'est pas tant de former des musiciens de niveau international que de faire de ces enfants déshérités des citoyens à part entière. «*Deviendront-ils tous musiciens professionnels ? Je ne le pense pas*, dit-il. *Ce que nous cherchons, c'est leur apprendre une autre façon d'être, leur inculquer des valeurs différentes de celles qui ont cours dans leur communauté. Ici*, ajoute-t-il, *les modèles sont les chefs de bande qui s'imposent par la violence et la domination. Dans l'orchestre, leurs modèles sont les plus bûcheurs, les plus motivés, les plus engagés.*»

Les membres de l'orchestre, composé de plus de quarante instrumentistes, sont sélectionnés non pour leur oreille musicale innée, mais pour leur assiduité aux cours du samedi matin. Une fois choisis, ils doivent aussi participer aux répétitions hebdomadaires, où ils préparent un répertoire qui couvre les grands classiques – la 5e symphonie de Bethoven et «Les Quatre Saisons» de Vivaldi – ainsi que des airs traditionnels paraguayens. Grâce aux dons, les musiciens disposent désormais d'instruments conventionnels qu'ils utilisent pendant les répétitions. Mais en concert, ils continuent de jouer sur leurs instruments bricolés, qui font partie intégrante de l'identité de leur orchestre.

«*A Cateura, rien n'est organisé, rien n'est préparé et tout se fait presque spontanément*», explique le Français Thomas Lecourt, directeur adjoint de l'orchestre. Les premières tournées internationales, précise-t-il, ont été de véritables cauchemars logistiques car beaucoup d'enfants n'avaient pas de passeport, et parfois pas même d'acte de naissance. «*Les répétitions, les voyages, la responsabilité de faire partie de l'orchestre apportent une certaine structure à leur existence*». A l'intérieur d'un étroit lotissement au milieu du bidonville, des ouvriers s'emploient à bâtir le premier local permanent de l'Orchestre. Quelques adolescentes font déjà leurs gammes sur leurs violons, indifférentes à la cacophonie des marteaux, scies et perceuses qui les entoure. Des garçons qui fabriquent des caisses claires à partir de bouts de bois et de métal, avec de vieilles radiographies en guise de peaux, ajoutent au tumulte. «*Rejoindre l'Orchestre a changé mon chemin de vie*», affirme Andrés Riveros, 20 ans, saxophoniste et étudiant en première année d'université. «*Et c'est une chance, car beaucoup de mes amis qui ne sont pas entrés dans l'orchestre sont soit drogués, soit en prison maintenant.*» Brandon Cobone, qui a visité une quinzaine de pays avec l'Orchestre, s'apprête également à entrer à l'université. Du haut de ses dix-huit ans, il a déjà accumulé plus d'expérience qu'il ne l'espérait en toute une vie. «*Depuis que je suis tout petit, j'ai toujours eu envie de voyager, mais jamais je n'aurais imaginé que cela puisse arriver… et encore moins grâce à ça*», dit-il en montrant sa double basse, bricolée à partir d'un bidon d'acier tout cabossé qui contenait autrefois du carbure de calcium et de poutres de bois mises au rebut.

I. R.

Pour en savoir plus :
Site Internet : www.recycledorchestracateura.com
Vidéo : www.sparknews.com/en/video/landfill-musicians

Rafiq : le compagnon d'une route sûre

Par **Nassima Oulebsir**
El Watan (Algérie)

Il est ingénieur d'Etat en métallurgie physique et traitements thermiques de métaux. Il a créé en 2003 le bureau d'Engineering Industriel et Informatique (Beii). Son innovation baptisée Rafiq (compagnon), qu'il vient de proposer au commandement de la Gendarmerie nationale algérienne, vise essentiellement à réduire d'ici au maximum trois ans le taux des accidents de la circulation de 40%.

«*Le système Rafiq, développé par notre bureau, est un système basé essentiellement sur le traitement de l'information. Il peut être considéré comme un précurseur dans la révolution que ne manquera pas de connaître très prochainement le futur code de la route. Composé de simples capteurs électroniques et d'un système informatique de traitement de données, il permet de fournir aux usagers de la route des informations leur permettant de régler leur comportement au volant en vue de minimiser les risques d'accident tout en leur assurant la conduite la plus confortable possible*», explique-t-il.

Pour l'innovateur, les dos-d'âne, les barrages ou encore les radars des services de sécurité sont des obstacles qui augmentent les risques des accidents de la route. Le conducteur, dès qu'il dépasse un des obstacles, essaie immédiatement de récupérer le temps perdu. Comment fonctionne Rafiq ? C'est un capteur, probablement en laser (ce n'est pas encore tranché) qui sera opérationnel 24h/24h et qui sera installé essentiellement sur les autoroutes à intervalle de 30 à 35 km. Il captera la vitesse des véhicules pour ensuite traiter l'information et afficher par la suite sur des panneaux lumineux la vitesse recommandée. Outre l'information de la vitesse affichée, les conducteurs auront aussi toutes les informations liées au trafic ou aux perturbations de celui-ci (bouchons, accidents…).

Capter la vitesse des véhicules et afficher aux automobilistes la plus adaptée au trafic sur des panneaux lumineux au bord de l'autoroute. C'est la nouvelle innovation.

«*Ce système obligera les conducteurs à adopter une vitesse moyenne. Car même ceux qui roulent lentement causent les accidents. 40% des accidents sont dus à des collisions frontales, conséquence de la grande différence entre les vitesses adoptées. C'est-à-dire que les véhicules qui roulent vite tentent de dépasser ceux qui roulent à une vitesse réduite*», détaille M. Benhassine.

Le système pourra afficher des cartes périodiques de circulation, ce qui permettra aux conducteurs de choisir les horaires qui leur conviennent pour circuler. Ces informations peuvent être transférées par le Net ou la radio…, le mode de transmission n'étant toujours pas adopté. Autre information, mais qui ne sera transférée qu'aux autorités : le degré de stress du conducteur. Si ce dernier est sous tension, il est donc susceptible de provoquer un accident. Quelle est l'autorité qui gérera ce système ?

«*Eventuellement les gendarmes, car c'est en dehors des agglomérations que Rafiq sera installé. Il serait aussi plus judicieux d'installer une autre autorité civile qui gérera le système.*» Il faut dire que l'innovation n'a pas suscité l'intérêt du ministère des Travaux Publics, que M. Benhassine a contacté. Notre inventeur affirme que Rafiq coûtera beaucoup moins cher que les radars ou l'éclairage des autoroutes. «*Ce que nous demandons aux autorités, c'est de nous aider pour mettre en application ce système. Je ne voudrais pas le proposer à un pays étranger pour qu'ensuite il nous le revende plus cher*», insiste M. Benhassine. Selon lui, si le système Rafiq est appliqué et respecté, les accidents de la route seront réduits de 40 % en deux ans. Par ailleurs, à chaque fois qu'un accident survient sur une route quelconque, les détai

s sont introduits dans le système et au bout d'un certain temps les données seront analysées pour permettre de cibler les causes. Pour M. Benhassine qui a travaillé avec son fils pour réaliser ce système, «*les méthodes répressives utilisées pour sécuriser le trafic routier vont être progressivement abandonnées, pour laisser place à des méthodes ayant plutôt un caractère participatif. Les équipements et appareils employés jusqu'à présent pour gérer la circulation des véhicules vont progressivement être abandonnés au profit d'une instrumentation plus intelligente digne du développement atteint aujourd'hui par les technologies du traitement de l'information et de la communication.*»

N. O.

Une étreinte virtuelle

dr

Par **ar Olivia Ho**
The Straits Times (Singapour)

Avez-vous déjà rêvé de serrer dans vos bras un proche qui n'était pas là ? James Teh y a pensé pour la première fois en 2009, quand il sortait avec une hôtesse de Singapour Airlines qui est aujourd'hui son épouse.

«*Elle me manquait quand elle parcourait le monde. Et je suis un scientifique : confronté à un problème, on tente de trouver une solution créative*», affirme ce chercheur en informatique et en électrotechnique à l'université nationale de Singapour (NUS).

Son idée de départ s'est transformée en une veste qui peut «enlacer» à distance des personnes souffrant de certains troubles et qui ont besoin d'être apaisées ou consolées. Baptisée T. Jacket, cette veste qui reproduit le contact par pression profonde est équipée d'airbags pour simuler une étreinte. S'il existe des inventions similaires sur le marché, la T. Jacket est la seule au monde qui peut être commandée par une application de smartphone et grâce au Bluetooth sur une portée de 10 mètres. Elle aide les personnes qui souffrent d'angoisses, de troubles autistiques, d'hyperactivité et de sénilité à gérer leur anxiété et à améliorer leur capacité de concentration. «*La veste peut être utilisée de façon très discrète et pratique*, explique James Teh, 34 ans. *On peut appliquer différents niveaux de pression afin d'aider les utilisateurs à mieux s'en sortir au quotidien.*»

L'invention est le produit phare de la start-up singapourienne T. Ware, que James Teh a cofondée en 2011 avec deux autres diplômés de la NUS. A ce jour, environ 500 exemplaires ont été vendus.

Actuellement, la veste, fabriquée en Chine, est utilisée dans plus de huit pays et territoires, dont l'Australie, l'Indonésie et Taïwan.

Parmi sa clientèle singapourienne, on compte plus de 20 écoles spécialisées, maisons de retraite et centres de thérapie, gérés notamment par l'organisation Movement for the intellectually disabled of Singapore (MINDS, mouvement pour les déficients mentaux de Singapour) et l'Association for persons with special needs (APSN, association pour les personnes ayant des besoins spécifiques).

James Teh estime que son invention est venue en aide à environ 600 personnes dans le monde, patients et personnel soignant confondus.

Au départ, son concept était plus modeste : il souhaitait concevoir une interface grâce à laquelle les parents pourraient «étreindre» leurs enfants quand ils travaillaient ou voyageaient à l'étranger.

Toutefois, il a eu l'occasion de visiter un centre pour autistes, qui l'a convaincu que sa technologie pouvait avoir une plus grande portée. «*J'ai alors compris que mon concept était réel et utile aux autres*», raconte James Teh, qui est le PDG de T. Ware.

Alex Liau, 32 ans, est le directeur clinique du centre de thérapie spécialisée Nurture Pods. Pour lui, la T. Jacket s'est avérée efficace pour certains des enfants avec lesquels il travaille. «*Au début, ils sont surexcités,* précise-t-il. *Ils griffent et se pincent. Certains vont même jusqu'à se mordre. La veste applique une pression sur certains muscles, ce qui parvient à les apaiser.*»

La versatilité de la T. Jacket est ce qui la différencie des autres vêtements thérapeutiques, ajoute-t-il. Parmi les autres modèles existants, certains sont lestés par du plomb, un matériau lourd.

«*Le but n'est pas de leur faire porter la veste en permanence. Une fois que le comportement de l'enfant s'améliore, nous pouvons réduire la pression jusqu'à ce qu'ils n'aient plus du tout besoin du vêtement, qui peut alors servir à d'autres.*»

Parmi les patients se trouve Chow Jing Kai, huit ans, qui souffre d'une forme légère d'autisme depuis un diagnostic réalisé quand il avait deux ans. Avant, quand il était angoissé, il se roulait par terre, jetait des objets et se mettait à crier.

Au cours de ces crises, sa mère Annie Tan, 45 ans, l'enlaçait très fort et la pression de son contact parvenait à le calmer. Toutefois, elle est responsable de clientèle et ne pouvait pas toujours être là pour son fils. Il y a plus d'un an, il a alors commencé à utiliser la T. Jacket. Son thérapeute ou son instituteur l'aide à l'activer, mais Chow Jing Kai peut aussi le faire lui-même.

«*Cette veste est comme une personne qui l'étreint,* explique Annie Tan. *Il se sent en sécurité et cela l'apaise très rapidement. En tant que parents, c'est aussi moins stressant pour nous.*»

Il existe deux versions du produit. La plus simple coûte 549 dollars, alors que la version premium – permettant de mieux contrôler la pression – est vendue à 799 dollars. Grâce au parrainage de DBS Bank, T. Ware peut vendre son produit à 250 dollars ou moins à ses partenaires locaux.

James Teh espère envoyer des «étreintes» à de plus nombreuses personnes dans le monde. T.Ware, qui compte déjà des distributeurs à Singapour et au Japon, a trouvé des partenaires en Allemagne et en Belgique en mars 2015. Et l'entreprise est sur le point de conclure un accord avec un distributeur en Suède pour les ventes en Scandinavie. Aux Etats-Unis, des organismes publics réalisent des essais pour déterminer si la veste est susceptible d'aider d'anciens soldats souffrant du syndrome de stress post-traumatique. James Teh espère que l'entreprise pourra ouvrir son capital dans quatre à cinq ans.

«*En tant que Singapouriens, nous sommes fiers d'avoir conçu un produit aussi utile*, affirme-t-il. *Nous avons réellement le sentiment que l'idée est révolutionnaire.*»

O.H.

oliviaho@sph.com.sg
http://www.straitstimes.com/impact-2015
Pour plus de détails, visitez leur site : http://www.mytjacket.com/

Luwrain : les non-voyants ont leur système d'exploitation

Par **Thomas Gras**
Le Courrier de Russie, Russie

Lui-même atteint de cécité, le développeur russe Mikhaïl Pozhidaev a créé un système d'exploitation pour non-voyants gratuit, simple et compatible avec toutes les plateformes.

Mikhaïl Pozhidaev, 32 ans, a perdu la vue à l'âge de 17 ans à la suite d'un décollement de la rétine, alors qu'il s'apprêtait à entrer en première année d'informatique à l'université d'Etat de Tomsk, en Sibérie. Malgré son handicap, il a terminé ses études et travaille depuis 2012 sur un système d'exploitation conçu spécialement pour les non-voyants.

Baptisé Luwrain, ce système permet aux personnes non-voyantes de travailler sur ordinateur à la même vitesse que les autres.

Cet avantage est capital : les outils informatiques traditionnels destinés aux non-voyants leur imposaient un rythme de travail beaucoup trop lent, souligne le concepteur.

Entièrement gratuit, Luwrain est disponible en accès libre sur Internet et peut être installé soit en tant que système d'exploitation unique, soit comme application sur Windows, MacOs et GNU/Linux. *«Le premier objectif est que Luwrain soit accessible à un maximum de personnes, peu importe leur situation financière»*, insiste Mikhaïl Pozhidaev. L'utilisation de Luwrain ne nécessite pas de connaissances informatiques particulières.

Engagé comme architecte informatique par le centre de certification moscovite Elektronnaïa Moskva depuis février 2015, le jeune développeur prévoit la sortie d'une version finale de son programme pour fin 2015.

La nouvelle vie des habitants de Pattaithan

Par **Dainik Jagran**
(India)

Ayant pris conscience que leur force réside dans l'union et non dans le système de castes, les habitants du village de Pattaithan sont passés de l'indigence à l'autosuffisance et à la dignité retrouvée. Ils y sont parvenus grâce aux self-help groups [associations d'entraide villageoise, essentiellement féminines, qui proposent aux habitants les plus démunis des financements et une aide sociale] et aux tola sabha (comités villageois chargés d'administrer ces aides) en utilisant les fonds que l'Etat met à leur disposition à cet effet. Tout le village s'en est trouvé transformé. Pattaithan est un petit village du district de Dumka, dans l'Etat du Jharkhand, dont les habitants avaient du mal à joindre les deux bouts. Faute d'irrigation, les cultures ne leur permettaient pas de subvenir à leurs besoins plus de trois ou quatre mois. En milieu de saison, le village entier migrait vers le Bengale-Occidental, laissant sur place les enfants et les vieillards, qui devaient alors se débrouiller seuls. Le village était également segmenté en castes, les Ghatwal étant en haut de l'échelle, et les Santal en bas. L'ONG Pradan a commencé par constituer des self-help groups et par monter des programmes de formation visant à enseigner de nouvelles méthodes de culture aux villageois, notamment le système de riziculture intensive (SRI) pour les rizières et les kharif [plantes cultivées pendant la mousson, dont le riz et le millet]. Les quelques agriculteurs qui ont adopté ces techniques ont enregistré une hausse notable de leur production. Enthousiasmés par de tels rendements, les autres villageois ont alors eu envie de s'impliquer à leur tour.

Techo : les secrets de l'ONG qui a déjà mobilisé plus de 40 000 jeunes en Argentine

Par **Par Teresa Sofía**
La Nation (Argentine)

L'ONG travaille dans les bidonvilles et les zones de logements précaires de plusieurs régions de l'Argentine. Les volontaires ont déjà construit 8800 logements d'urgence pour des familles qui vivent dans l'extrême pauvreté. La croissance exponentielle de Techo suscite quelques critiques.

L'année dernière, l'ONG Techo (Toit en français) a mené le plus grand chantier d'Argentine. 1500 volontaires y ont participé, pour la plupart des collégiens et des lycéens de Buenos Aires, attirés par cette organisation qui mobilise des milliers de jeunes dans plusieurs pays d'Amérique latine. Sous le soleil et avec beaucoup d'énergie, 256 logements d'urgence ont été construits en deux jours dans 13 bidonvilles de la banlieue.

Ces journées ne font pas exception dans le pays. En Argentine, plus de 40 000 jeunes ont déjà participé à la construction de quelque 8800 logements en bois qui, malgré leur précarité, donnent aux familles la possibilité de dormir dans un lieu sec et isolé des températures extrêmes. Comment fonctionne cette ONG qui attire des jeunes issus des classes moyennes et aisées ?

La Nacion a participé à l'un de ces chantiers. Les volontaires se sont installés dans des écoles publiques et ont organisé des équipes de dix personnes maximum. Andrea Pereyra, l'une des bénéficiaires du programme Techo, mère de cinq enfants, nous reçoit timidement chez elle. *«Mon ancienne maison a été inondée avec la montée de la rivière et j'ai tout perdu. Aujourd'hui, on habite chez ma mère, mais j'aimerais donner à mes enfants un meilleur endroit pour vivre»*, explique-t-elle. A 16 ans, sa fille aînée, Malena, joue le rôle de deuxième maman. Elle prend soin de ses petits frères et sœurs pour qu'ils ne se blessent pas avec les outils. Elle va au lycée et sourit avec illusion quand elle avoue vouloir aller à l'université.

Les bénéficiaires du programme de l'ONG signent un contrat dans lequel ils s'engagent à participer activement à la construction de leur maison, à ne pas la vendre, ni la louer pendant deux ans, et à l'utiliser seulement comme logement familial. Ils versent une somme symbolique de 720 pesos (sur les 12 000 que coûte le bâtiment). La construction dure deux jours. Les maisons mesurent 3 mètres sur 6 et sont faites de panneaux de bois qui s'encastrent comme des Lego.

La première journée de construction est consacrée à l'installation des pilots. La partie la plus difficile est de mesurer, creuser et niveler sans utiliser de machines électriques, interdites pour des questions de sécurité. Les enfants travaillent avec leurs parents. L'après-midi, le sol est installé. Le lendemain, c'est le tour des murs, des fenêtres et de la porte. Après le déjeuner, la dernière partie commence : les poutres et le toit. Aucune installation sanitaire ou électrique n'est prévue.

«En 2011, ces jeunes ont construit la maison de mon frère. Je ne pouvais pas croire qu'ils le faisaient pour rien. J'ai voulu participer car, en les voyant, je me suis dit que moi aussi je pouvais le faire. Depuis trois ans, je construis des maisons pour mes voisins», raconte Paola Palacio, une volontaire de Techo qui habite le quartier et travaille comme femme de ménage. L'ONG est née au Chili en 1997, à l'initiative d'un groupe d'étudiants qui voulaient aider après le tremblement de terre [le séisme, de 6,8 sur l'échelle de Richter, a fait près de 60 000 sinistrés dans la région de Coquimbo, centre-nord du pays]. Depuis, l'idée a fait son chemin et s'est répandue dans toute l'Amérique latine. Gerónimo Rücker, élève du lycée Goethe, résume ainsi sa première expérience avec Techo : *«Quand je me suis inscrit, j'avais peur de rentrer dans un univers totalement nouveau pour moi. Après avoir rencontré Mirta* (la propriétaire du logement qu'il a construit) *et ses deux filles, cette peur a disparu. J'ai donné deux jours de travail, mais ce n'est rien en comparaison de tout ce que cette famille m'a apporté.»*

Techo fait parfois l'objet de critiques, notamment en ce qui concerne le niveau socio-économique de ses volontaires (issus des classes aisées) et son financement. Les fonds sont réunis grâce aux constructions, aux collectes, à des événements privés, mais aussi grâce à la participation d'entreprises parfois controversées (banques internationales ou industrie minière). L'ONG n'adhère à aucun parti politique, ce qui assure son indépendance mais rend plus difficile le soutien de politiques publiques efficaces devant le Congrès. L'autre caractère polémique de l'aide sociale proposée par Techo est celui de la légalité du logement qu'elle construit. Pour résoudre cette question, l'ONG travaille avec un cadastre mis à jour et propose de donner des titres de propriété aux habitants des logements construits. *«L'occupation de terrains est la seule solution trouvée par des milliers de personnes dans notre pays qui cherchent à se faire une place dans l'espace urbain. Techo veut transformer ces zones de logements précaires en communautés intégrées socialement et territorialement, dans un habitat adéquat qui permette aux familles de se développer pleinement»*, explique Julia Gabossi, directrice sociale de Techo Argentine. ***T. S.***

La Maison Kangourou, un refuge pour les moments difficiles

Par **A. N.**
La presse (Montréal)

Les chambres sont douillettes, les jouets, nombreux. Dès que l'on franchit le seuil de de la Maison Kangourou, on est enveloppé de douceur. Pourtant, ce toit est souvent le dernier recours pour des parents débordés, en situation de crise. Créer cette petite poche de bonheur est tout ce qui a guidé Josée Fortin, qui porte le projet à bout de bras depuis trois ans.

Une maison de répit, ouverte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour déposer les enfants pour un séjour de 1 heure ou 15 jours, tel était le rêve de Josée Fortin. Des parents ont parfois simplement besoin d'une pause. D'autres sont au bord du précipice : la Maison reçoit des appels au secours de mamans aux pensées suicidaires, qui ne voient plus d'issues. Ce petit bout de femme a remué ciel et terre pour ouvrir sa première Maison Kangourou à l'automne dernier. *«C'est une vraie maison ici. C'est comme arriver chez grand-maman, sauf qu'il y a des jouets. C'est le but : il faut que ce soit le fun»*, raconte Josée Fortin.

Offrir du réconfort quand les parents ne peuvent pas le faire. C'est aussi ça la Maison Kangourou.

ACTIVITÉS ALTERNATIVES

L'algoculture améliore les revenus des ménages

Par **MR et LRR**
L'express (Madagascar)

A Beheloke, village de pêcheurs situé à plus de 1000 km au sud ouest d'Antananarivo, trente-trois familles se sont lancées depuis deux ans dans l'algoculture et ont vu leurs revenus s'améliorer. A l'exemple de Birisoa qui, produisant en moyenne 140 kilos d'algues rouges séchées tous les 45 jours, peut faire entrer dans la caisse familiale 70 000 ariary (environ 23 euros) supplémentaires. Ce qui lui permet, entre autres, de payer les 20 000 ariary (soit environ 6 euros 50 cents) de frais de scolarité mensuels de ses quatre enfants. *«A Sarodrano, village de pêcheurs situé plus au nord, l'algoculture a transformé le village et la vie des habitants»*, témoigne Patrice Razafimamonjy, technicien d'encadrement en algoculture qui, avant d'être recruté comme consultant au WWF, a travaillé pour une société achetant et exportant des algues rouges. Outre l'amélioration des revenus des ménages, l'algoculture permet à l'écosystème marin de se reconstituer. *«Des poissons et d'autres espèces viennent pondre dans les algues qui offrent ensuite un abri à leurs petits»*, avance Gaëtan Tovondrainy, chef de projet marin auprès de l'antenne régionale de WWF à Toliara, dans le Sud-Ouest malgache. Il parle également d'*«une hausse de 2% du taux de recrutement du récif corallien, avec un maintien du taux de couverture des coraux vivants en seulement deux ans d'existence du projet»*. Selon Gaëtan Tovondrainy, *«avec l'augmentation du nombre de pêcheurs due à la migration des agro-éleveurs vers les littoraux, les ressources halieutiques et les produits de la mer n'arrivent plus à couvrir les besoins des pêcheurs, les modes de capture ne respectent plus les normes, tandis que les récifs coralliens avaient tendance à se dégrader»*.

Brave men campaign : les vrais hommes luttent pour l'égalité

Quand on pense aux droits des femmes, certaines images stéréotypées peuvent nous venir à l'esprit : protestations, conférences, rassemblements engagés, etc.

dr

Par **Md Shahnawaz Khan Chandan**
Daily Star (Bengladesh)

Au Bangladesh, des centaines de jeûnes garçons scolarisés parcourent les rues pour lutter contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles. Certains vont même à la rencontre des habitants du village et encouragent leurs voisins à respecter les femmes de leur famille. C'est le cas notamment au Pabna, au Sirajganj et au Natore, des villages du Bangladesh.

D'après l'étude *Brave Men Campaign* (BMC) du Dr Sayed Saikh Imitiaz, l'engagement des jeunes garçons scolarisés serait la meilleure solution pour venir à bout de la violence faite aux femmes. La campagne a été menée par l'équipe du Dr Imtiaz au *Centre for Men and Masculinities Studies* (CMMS) dans plus de 50 écoles situées en zones rurales, ainsi qu'à Dhaka.

Raisul Islam Shuman, un étudiant de 6e d'un village éloigné de Pabna est devenu un véritable défenseur des droits des femmes. *«Après ma journée à l'école et mon travail dans les rizières, je n'avais pas beaucoup de temps pour réfléchir aux injustices de la société»*, explique Shuman. *«Mais quand j'ai découvert BMC, j'ai commencé à me rendre compte que l'image des femmes renvoyée par la société était biaisée, que ma sœur et moi n'étions pas traitées de manière équitable. Je voulais aider à changer la manière dont les femmes sont traitées.»*

La petite sœur d'Afsana Begum a elle aussi remarqué le changement d'état d'esprit de son frère. Afsana note : *«Un jour, j'ai surpris mon frère en train de faire la vaisselle et la lessive - des tâches qui ont toujours été faites soit par notre mère, soit par moi. J'ai été très étonnée de ce changement de comportement et je lui ai demandé ce qui était arrivé ! Il m'a regardé un peu gêné et a continué à nettoyer. Il s'intéresse davantage à moi, me demande si des personnes m'embêtent à l'école. Il m'encourage également à allouer plus de temps aux révisions plutôt que de faire les tâches domestiques.»*

La campagne *Brave Men*, organisée par la Commission nationale des droits de l'homme et soutenue par le programme de développement des Nations unies comprend une série d'activités variées. Le but : développer un état d'esprit positif dans les écoles et particulièrement chez les jeunes garçons comme Shuman en ce qui concerne les droits des femmes. Chaque participant doit tenir un journal qui s'appelle «Brave Man Diairy» où il raconte chaque jour son rapport avec les femmes.

Par exemple, dans une section du journal appelée «Ma mère», le participant est encouragé à réfléchir sur le rôle de sa mère dans la famille. Il doit ensuite lire une histoire sur les difficultés du travail d'une mère et sa contribution au foyer, en notant ses impressions. Suite à cela, le participant doit aider sa mère dans les tâches domestiques et noter ses impressions dans le journal. Après quoi, il partage son expérience avec ses camarades tout en les encourageant à faire la même chose, au moins le temps d'une journée.

Le Dr Imitiaz explique : *«Nous tolérons la violence faite aux femmes simplement parce qu'elle ne nous est pas visible. En tant qu'hommes, nous n'y prêtons pas attention. Quand nous demandons aux élèves ce que font leurs parents, tous nous répondent que leur père travaille et que leur mère reste à la maison. Mais après une journée à aider leur mère dans les tâches domestiques, tous répondent que leurs deux parents travaillent.»*

Récemment, tous les participants ont célébré la Journée de la femme avec des processions colorées et des rallyes de bicyclettes dans les villes et villages. Les jeunes filles ont aussi été impliquées dans la campagne pour les sensibiliser à leurs droits. Suite au succès du journal *BraveMen*, le journal *BraveGirl* a été créé.

L'un des bénévoles, Rawshan Akhter Urmee, explique : *«Nous avons trouvé les étudiants très coopératifs et enthousiastes d'apprendre. Ils adorent participer aux activités de la communauté dans le cadre de la campagne.»*

En ce qui concerne le futur de la BMC, le Dr Imitiaz nous confie : *«Dans les années futures, je souhaite dédier mon temps au développement du réseau BraveMen, impliquant les jeunes et différentes associations. Je souhaite que la campagne BraveMen devienne une campagne internationale impliquant des jeunes du monde entier. Je suis assez optimiste sur le fait que BMC puisse créer une nouvelle génération de jeunes hommes assez courageux pour protester et se battre contre toutes les formes de violence faites aux femmes et jeunes filles.»*

CONTACTER L'AUTEUR
Nom : Md Shahnawaz Khan Chandan
Journal : The Daily Star
Pays : Bangladesh
Email : shahnawaz.khan@thedailystar.net

CONTACTER LE PROJET
Sayed Saikh Imtiaz Ph.D.
Assistant Professor (Professeur agrégé), Département des études de la femme et de genre, Université de Dhaka, au Bangladesh & Président, Center for Men and Masculinities Studies (CMMS) (Centre pour L'études d'hommes et les masculinités).
Email: simtiaz00@yahoo.com

Kitcel

Par José Carreño Figueras
Excelsior (Mexique)

Que faire des déchets de styromousse, matériau quasi indestructible ?
Une solution semble se dessiner : du vernis. Un vernis pour meuble, en sept couleurs aromatisé au pin, à l'orange et au citron. En effet, en mars 2015, une petite entreprise naissante au Mexique a commencé la production de Kitcel, un produit miracle qui permet de transformer d'énormes volumes de déchets de styromousse en 60 litres de vernis par jour. Grâce à une campagne de financement participatif (crowdfunding), Marissa Cuevas Flores a récolté 80 000 pesos – presque cinq mille euros – pour acquérir un réacteur chimique qui lui permettra de produire jusqu'à 250 litres du produit toutes les trois heures.
Malgré ce petit volume de production, l'idée de Marissa est considéré comme «brillante» et comme une solution viable du point de vue commercial. Rares sont les objets aussi omniprésents et aussi invisibles que ceux faits à partir de styromousse. Les formes blanches des verres, assiettes ou plateaux sont partout, dans les décharges et dans les rues, en quantité toujours croissante. Kitcel désintègre la mousse de polystyrène de façon permanente, au lieu d'en faire des objets ou de l'utiliser pour remplir les murs pour l'isolation thermique des maisons. Une bonne nouvelle donc pour le monde et pour le Mexique qui, en 2013 seulement, a consommé près de 13 milliards d'objets de polystyrène expansé, qui ont contribué à former 15 pour cent de tous les déchets du pays. KITCEL n'est pas une solution entière, mais peut devenir un acteur important. ***J.-C. F.***

Des médicaments en eaux troubles : les poissons digèrent mal la pilule

Par **Eric RENETTE**
Le Soir (Belgique)

Quel est l'impact des résidus de Prozac ou de Viagra sur le comportement sexuel de la truite dans les rivières de Wallonie? Présenté de la sorte, la question prend des tournures concrètes qui sont pourtant peu probables. N'empêche, des résidus d'aspirine dans les eaux de surface n'assurent en aucun cas une amélioration de la santé globale, ni des poissons, ni du milieu naturel. Devenus des résidus chimiques parmi d'autres, les restes de médicaments deviennent potentiellement aussi nuisibles que les poisons qu'ils sont censés combattre.

Traditionnellement, l'analyse des eaux de surface permet de mesurer leur degré de pollution à une série de substances avant tout dangereuses pour l'homme (métaux lourds, pesticides) et la nature (faune et flore). « Les résidus médicamenteux relèvent de concentration beaucoup moins élevées, de l'ordre du nanogramme alors que des substances bien plus dangereuses , comme les sous-produits liés à la chloration, se trouvent de l'ordre du microgramme. Leurs effets sur l'homme sont donc peu probable, nuance le toxicologue Alfred Bernard (Université Catholique de Louvain). Par contre, ils peuvent en avoir sur l'environnement ou par le biais de l'épandage de boues de station d'épuration. »

Depuis des années, le contrôle des eaux de surfaces et de consommation laisse en effet apparaître la trace de substances variées. L'analyse techniquement de plus en plus fine, permet de localiser des traces en quantités infimes, voire surprenantes, comme la cocaïne en aval de grandes villes, par exemple. Différentes études, notamment le fruit d'une recherche française, ont aussi souligné l'importance des traces d'au moins 80 résidus médicamenteux provenant des déjections humaines et animales mais aussi des eaux usées issues des hôpitaux ou de l'industrie pharmaceutique. Des résidus logiquement présents puisque c'est en milieu hospitalier qu'ont lieu principalement les chimiothérapies, l'utilisation de produits de contrastes dans l'imagerie médicale, etc.

La communauté scientifique semble donc s'accorder sur l'impact que ces résidus ont sur l'environnement. Principalement pour certains médicaments issus de la famille des antibiotiques, anti-cholestérol, anti-inflammatoires, antidépresseurs, bêtabloquants du côté des médicaments pour humains, hormones et anti-parasitaires, entre autre, pour les produits vétérinaires et le côté animal.

Ainsi, il apparaît que des résidus d'oestrogènes, provenant de pilules contraceptives peuvent avoir un effet de démasculinisation ou de féminisation de certains poissons mâles ainsi qu'une perturbation de la sexualité de coquillages.

La revue Nature a fait état de la responsabilité d'un anti-inflammatoire (diclofénac), accumulé dans l'organisme du bétail, intimement lié à la quasi disparition du vautour Pakistanais. Des effets des antibiotiques ont également été constatés sur le développement d'algues vertes et bleues…

Pour l'éventuel effet des résidus de Prozac ou de Viagra sur les truites wallonnes, il faudra encore attendre. La société wallonne de distribution des eaux (SWDE) vient de lancer une étude de quantification de ces résidus dans les eaux wallonnes (programme étonnement appelé Imhotep, du nom du fondateur de la médecine égyptienne). Ses résultats ne sont pas attendus avant plusieurs mois.

Qu'importe, une des principales inconnues liées à ce délicat dossier, c'est que personne ne semble maîtriser les effets potentiels indirects de ces résidus cumulés entre eux ou avec d'autres substances/polluants contenus dans les eaux, avant ou après traitement. Ce qu'on nomme généralement l'effet « cocktail ». Sans attendre d'en connaître l'immense potentiel de déclinaisons, certains se sont dits qu'il était déjà possible, utile, d'intervenir, en éliminant en amont la présence de ces résidus.

C'est ainsi qu'en Belgique est né le projet Medix, soutenu par la Région wallonne et son pôle de compétitivité Greenwin (développement durable) et en partenariat avec certains services universitaires (Cebedeau à l'ULg…). Ce projet, récent, vise à développer un système de traitement des résidus médicamenteux dans les eaux usées. Son concepteur, l'entreprise Balteau (Groupe CMI), entre autres spécialisé dans le traitement des eaux, a reçu un subside de 1,1 million d'euros et un délais de 30 mois pour mettre au point des unités de traitement exploitables, compactes (« grands comme un garage »), pour les hôpitaux, l'industrie ou des laboratoires pharmaceutiques. L'entreprise estime le projet trop concurrentiel pour être détaillé ! La fiche officielle défendue et retenue par le pouvoir subsidiant précise juste « qu'il s'agit d'un concept de traitement novateur, peu énergivore, peu consommateur d'espace, basé sur des procédés biologiques.» L'inverse eut été étonnant.

E. B.

GLOWORK : Créer un pont entre les Saoudiennes et le marché du travail

Par **Ziad Alziyadi**
Al Hayat (Arabie Saoudite)

Un jeune Saoudien a fait de son site de recrutement réservé aux femmes une entreprise qui compte. Khalid Al Khudairi a entamé une seconde carrière grâce à Glowork, un site de recrutement réservé aux Saoudiennes, en s'appuyant sur les mesures prises par l'Etat en faveur de l'emploi des femmes – qui composent la grande majorité des Saoudiens au chômage.

Khalid s'est lancé lorsqu'il a pris conscience qu'il existait un problème de communication entre les femmes à la recherche d'un emploi et les employeurs, ayant lui-même été le témoin des difficultés rencontrées par sa sœur, titulaire d'un diplôme de haut niveau.

Après avoir commencé par un site Web qui mettait en contact les employeurs et les demandeuses d'emploi, il est aujourd'hui à la tête d'une société qui compte plusieurs dizaines d'employés et permet le recrutement de 25 femmes en moyenne par jour.

Jusqu'alors directeur d'exploitation d'une grande entreprise saoudienne, Khalid Al Khudairi n'aurait pas pu quitter son emploi et un revenu fixe confortable sans l'association Ashoka International, qui vient en aide à ceux qui souhaitent créer une entreprise, et paie, pendant trois ans, tous les frais nécessaires pour qu'ils puissent conserver le même niveau de vie. Les lois adoptées par l'Arabie saoudite en faveur des femmes, qui sont sans emploi dans leur grande majorité, ont aidé indirectement Glowork, en lui permettant de se développer rapidement et d'accroître sa rentabilité, renforçant ainsi la foi de Khalid et de son équipe dans le succès de leur entreprise.

Avec le temps, Khalid est parvenu à attirer des investisseurs et à augmenter le capital de l'entreprise afin de tirer profit des mesures en faveur de l'emploi des femmes et de développer des projets que Glowork voit comme des occasions en or à l'heure où l'Etat met en place des programmes de développement qui soutiennent les entreprises ouvrant des postes aux femmes.

A l'heure actuelle, la société de Khalid permet l'embauche de 25 femmes par jour en moyenne.

Pour plus de détails, visitez leur site : http://www.glowork.net/

dr